



**Arrêté du maire n° AD-2025-26**

**Relatif à une délégation de signature  
au Directeur général des services relative à l'état civil et au cimetière**

**Le Maire de Saint Cannat,**

Vu la loi n°83-634 en date du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n°84-53 en date du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,  
Vu l'article L.2122-19 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'article R.2122-10 du CGCT relatif à la délégation de signatures dans le domaine de l'état civil  
Vu l'arrêté du maire n°RH 2023-113, en date du 1<sup>er</sup> septembre 2023, nommant Monsieur Christophe GENRE-JAZELET au 6<sup>ème</sup> échelon du grade d'attaché Territorial Principal,  
Vu l'arrêté du maire n°RH 2021-171, en date du 29 mars 2021, renouvelant Monsieur Christophe GENRE-JAZELET sur emploi fonctionnel de DGS,  
Considérant la nécessité de déléguer la signature des actes d'administration générale dans un souci de bonne marche des services municipaux,

**Arrête**

**Article 1 :**

Monsieur Christophe GENRE-JAZELET, attaché territorial principal, détaché sur l'emploi fonctionnel de Directeur général des services, reçoit par la présente délégation de signature, de Monsieur Joël LEVI-VALENSI, Maire de Saint Cannat, et sous sa responsabilité, concernant :

- **Les documents relevant des pouvoirs de police des funérailles et des cimetières :**
  - L'autorisation d'inhumation
  - L'autorisation de crémation
  - L'autorisation d'exhumation
  - L'autorisation de travaux dans le cimetière communal
  - L'autorisation de fermeture de cercueils
  - La mise à jour du livret de famille
- **Les actes d'état civil :**
  - Les actes de reconnaissance
  - Les actes de naissance
  - Les actes de décès
  - Les décisions de changement de nom
  - Les décisions de changement de prénom
  - Les copies intégrales
  - Les avis de mention
- **Les documents relevant des pouvoirs de l'état civil :**
  - La légalisation de signature
  - La certification conforme des pièces présentées
  - La délivrance des titres de concessions du cimetière
  - Le recensement pour la journée d'appel et de la préparation à la défense
  - Certificats de vie



**Article 3 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, transmis au représentant de l'Etat et publié sur le site internet de la Commune.

**Article 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication. Ce recours peut se faire de façon dématérialisée sur le site « télérecours citoyen » : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Saint Cannat, le 9 septembre 2025  
Le Maire, Joël LEVI-VALENSI

Envoyé en Sous-préfecture le : 16 SEP. 2025  
Notifié à l'intéressé le : 16 SEP. 2025  
Publié sur internet le : 16 SEP. 2025

18 SEP. 2025

